

SEPTEMBRE
2026

La Jeune Garde



**Quels socialismes
pour une société
divisée où l'égalité
des chances
s'effondre?**

LE PÉRIODIQUE DES JEUNES
SOCIALISTES



**Le socialisme de
demain**

ENTRETIEN AVEC
CHRISTIE
MORREALE

**Les combats des
Jeunes socialistes**

ENSEIGNEMENT
SANTÉ MENTALE

La présente jeune garde est une production du mouvement des Jeunes socialistes, alimentée par son chargé de projet et les jeunes qui ont répondu à l'appel à contribution

Un grand merci à tou·te·s nos contributrices et contributeurs

Table des matières



02

Edito de la présidente du MJS

par Aude Capuzzi

03

Carte blanche

par Maroan Abdallah

05

Entretien avec Christie Morreale

09

Combat des jeunes socialistes : Enseignement et Santé mentale

par Tom Jeunejean et
Nina Aala Amdjadi

16

L'avenir du MJS

par Léa Cristens

17

Le socialisme, c'est quoi et ça devrait être quoi?

par Kenzo Dutrieux,
Chihab Zebida et
Romain Colson

18

Sondage : Le socialisme de demain

22

Test de personnalité : Quel socialiste es-tu?

Edito de la présidente

Lors des dernières élections, le Parti Socialiste a malheureusement perdu une bataille. Cependant, il ne s'avoue pas vaincu et sort la plus honnête de ses armes, le remise en question. Alors dans ce contexte de refondation, on peut regarder ce que nous avons manqué hier mais on peut surtout regarder ce que nous attendons demain. Les jeunes sont l'avenir et pourtant ils ne sont pas toujours écoutés. Nos aînés ont beaucoup à nous apprendre certes, mais nous partageons une autre réalité, et d'autres combats. Nous avons l'énergie de se battre et soif d'une justice sociale alors il est essentiel aujourd'hui de demander à nos jeunes, quel socialisme pour demain ? Croyez-le ou non, nous avons également beaucoup à transmettre !



Aujourd'hui, le socialisme est décrit par beaucoup comme une tendance essoufflée. On y voit un mouvement de gauche non nuancé, décrit comme vaincu par une droite qui prétend "rétablir l'équilibre d'une balance". La droite à notre rescousse, quelle ironie n'est-ce pas ?

Faisons le bilan ensemble, la droite s'attaque à nos droits, à ceux de nos étudiants, de nos travailleurs, de nos pensionnés, de nos malades. La droite méprise la précarité et justifie des inégalités créées par le système au nom de la méritocratie. L'égalité des chances ?

Comment est-ce qu'un étudiant jobiste, passant 20h/semaine à travailler pour payer un minerval, à la même chance de réussite qu'un étudiant ne prenant aucun aspect de ses études en charge seul financièrement ? Comment est-ce qu'une famille monoparentale qui assume un ou plusieurs enfants sur un seul salaire a le même confort qu'une famille qui possède deux salaires pour les mêmes dépenses ?

Comment est-ce qu'un travailleur atteint d'une sclérose en plaque possède les mêmes accès au travail qu'un travailleur en bonne santé ? Non, nous ne sommes pas responsables de nos malheurs, le système lui est responsable de nous rendre équitable, et là est le socialisme. Le socialisme voit l'humain pas un chiffre. La même chance pour tous, les mêmes droits pour tous.

Alors le socialisme de demain devrait se battre pour ces gens dont on tait la réalité ou pire encore, qu'on rend responsable de survivre et non pas de vivre. Parce que derrière une personne à la rue il y a une histoire et non pas un danger, derrière un chômeur il y a une demande de travail en vain et non pas un fainéant, derrière un étudiant jobiste il y a la peur de ne pas savoir payer l'année suivante et non pas un manque de priorité. Le socialisme de demain doit être un socialisme de terrain. Il doit se battre dans des paroles et des gestes. Le socialisme de demain doit être à l'écoute de ses militants, des jeunes et des moins jeunes, les mobiliser, les encourager. Le socialisme de demain ne doit pas que dénoncer, il doit agir.

Karl Marx : "De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins".

Aude Capuzzi

Présidente du MJS national

Carte blanche

Socialisme.

Les jeunes et la gauche : la fidélité du feu

Il y a des mots que l'on croit usés parce qu'ils ont traversé les siècles. Des mots que l'on dit fatigués parce qu'ils ont servi tant de combats. Le socialisme est de ceux-là.

On le regarde parfois comme une vieille maison dont les murs auraient perdu leur éclat et la couleur d'antan. On le dit dépassé, prisonnier d'un autre temps. On annonce sa fin avec la même assurance que l'on annonçait hier la fin de l'Histoire.

Et pourtant... lorsqu'on tend l'oreille vers la jeunesse, celle qui manifeste dans les rues de Bruxelles, de Liège, de Charleroi ou de Namur, ce n'est pas le désir de justice qui s'est éteint. C'est la patience.

Les jeunes ne demandent pas moins de solidarité. Ils demandent davantage de vérité.

Ils entrent dans un monde où le travail ne garantit plus toujours l'émancipation, où trouver un logement ressemble parfois à l'ascension d'une montagne dont on recule sans cesse le sommet... où l'avenir climatique ressemble à un ciel chargé d'orage.

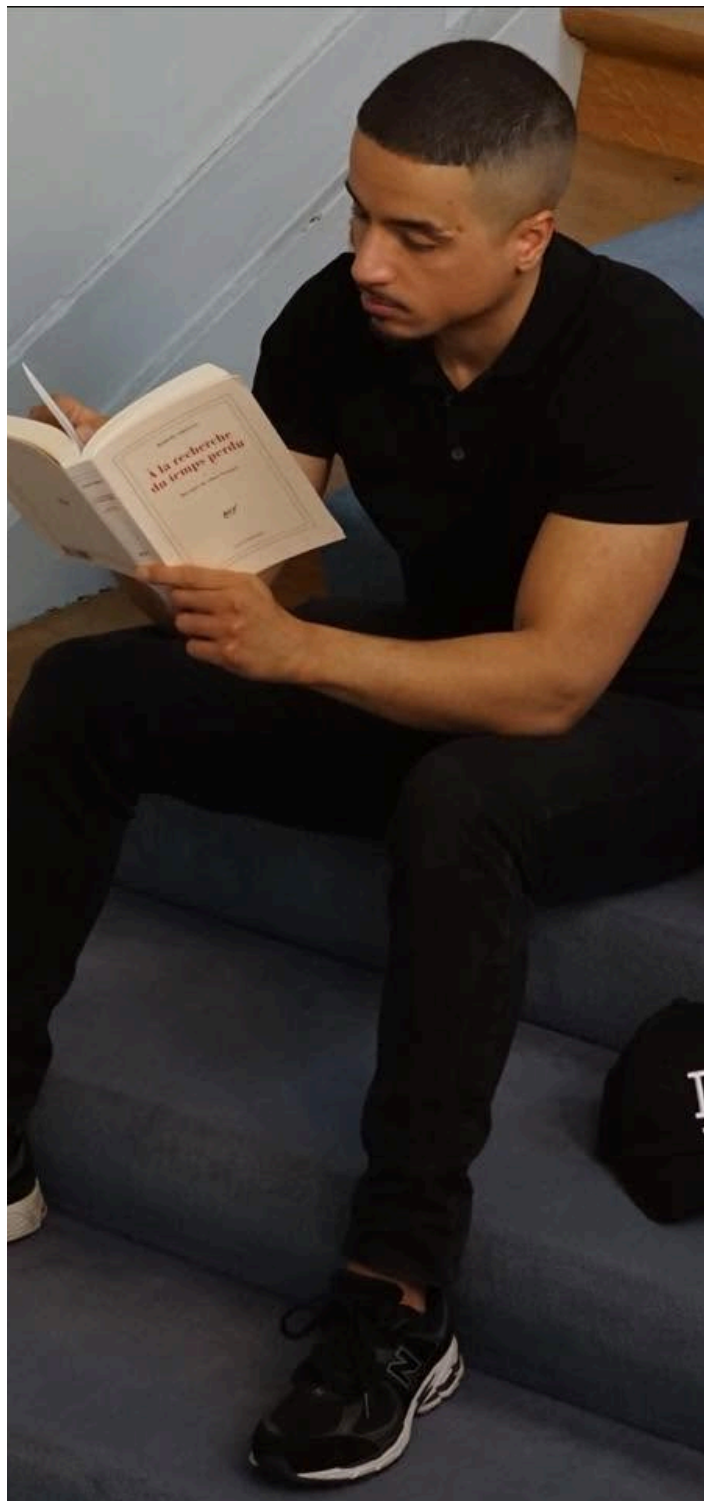
Ces jeunes ont grandi parmi les crises. Crise financière, crise sanitaire, crise énergétique, crise démocratique. Une génération entière a appris à vivre dans le provisoire.

Alors elle doute.

Elle doute des promesses répétées. Elle doute des institutions lorsqu'elles semblent immobiles. Elle doute des discours qui parlent du peuple sans jamais croiser son regard.

Mais derrière ce doute demeure une exigence profonde : celle d'une société qui ne laisse personne au bord du chemin.

Car ce qui anime encore les jeunes n'est pas très différent de ce qui animait hier les ouvriers, les syndicalistes, les militants et les bâtisseurs de l'État social.





Ils veulent pouvoir vivre dignement de leur travail. Ils veulent étudier sans que leur origine sociale décide de leur destin. Ils veulent respirer un air qui ne soit pas empoisonné par l'indifférence ou par la pollution. Ils veulent croire que l'avenir appartient encore à ceux qui le construisent.

La gauche commettrait une erreur en pensant qu'il lui suffit de rappeler son histoire. L'histoire est un socle, jamais un refuge. À nous d'en faire écrire une nouvelle. Le monde a changé. Oui. Les anciennes usines ont laissé place aux plateformes numériques.

Les nouvelles précarités ne portent plus toujours un bleu de travail. Elles ont parfois le visage d'un étudiant qui cumule les emplois, d'un jeune indépendant isolé, d'une famille qui voit chaque mois son pouvoir d'achat s'effriter.

Les combats demeurent.

Les formes changent. Il serait de naïf de l'oublier.

La justice sociale ne peut plus être pensée sans la justice climatique. La défense du travail ne peut plus ignorer les bouleversements technologiques.

L'égalité ne peut plus être fragmentée selon les causes ; elle doit être envisagée comme une même promesse adressée à chacun.

C'est là que se joue l'avenir du socialisme. Pas ailleurs ! Non dans la nostalgie des victoires passées, mais dans la capacité à nommer les inquiétudes présentes et à dessiner un horizon commun.

Les jeunes ne cherchent pas des sauveurs. Ils cherchent une direction.

Ils savent pertinemment que le monde sera imparfait. Ils savent pertinemment que la politique ne changera pas tout. Mais ils attendent de celles et ceux qui prétendent gouverner qu'ils regardent les injustices en face et refusent de les considérer comme naturelles.

Le véritable enjeu n'est peut-être pas de savoir si les jeunes croient encore à la gauche. La question est plus simple et plus exigeante.

La gauche croit-elle encore assez en sa propre promesse pour convaincre une génération qui refuse de se résigner ?

Car tant qu'il existera des femmes et des hommes pour dire non à la fatalité, tant qu'il subsistera une volonté de partager plutôt que d'exclure, de protéger plutôt que d'abandonner, le feu ne sera pas éteint.

Et ce feu-là, mes amis, malgré les vents contraires, brûle encore dans les yeux de nombreux jeunes.

Marwan Abdallah

Passeur de mots

Entretien avec Christie Morreale

Jonathan Leysens : Quand tu entends l'expression « le socialisme de demain », quelle vision ou quel projet de société cela évoque-t-il pour toi ?

Christie Morreale : Le socialisme de demain ne peut se construire sans ses racines. On ne peut pas emmener une population vers l'avenir sans comprendre l'histoire dans laquelle elle s'inscrit. Depuis plus de 140 ans, le mouvement socialiste poursuit un même objectif : la justice sociale et l'émancipation.

Notre défi est aujourd'hui d'adapter ces valeurs aux réalités du XXI^e siècle. Le monde du travail a profondément changé et les mécanismes de solidarité qui ont permis de financer l'école publique, la sécurité sociale ou les services collectifs doivent eux aussi évoluer.

Pour convaincre, il faut être capable d'expliquer d'où nous venons, comment les progrès sociaux ont été obtenus et pourquoi ils restent essentiels. Faire pousser une forêt demande du temps ; la couper ne prend que quelques instants. Il en va de même pour les conquêtes sociales.



« Faire pousser une forêt demande du temps ; la couper ne prend que quelques instants. Il en va de même pour les conquêtes sociales. »

Jonathan Leysens : En tant qu'historien et juriste, je suis sensible à cette idée de mémoire. N'y a-t-il pas aussi un problème de prise de conscience des droits qui ont été acquis et que beaucoup considèrent aujourd'hui comme naturels ?

Christie Morreale : Je le pense profondément. Nous ne racontons plus suffisamment cette histoire. Pourtant, beaucoup de droits qui nous semblent évidents aujourd'hui sont le fruit de combats collectifs.

Si nous voulons emmener les citoyens vers de nouvelles conquêtes sociales, nous devons d'abord rappeler celles qui ont permis d'améliorer concrètement la vie des gens. Il ne s'agit pas de regarder le passé avec nostalgie, mais de montrer qu'il est possible de transformer la société.

Nous devons aussi avoir l'audace d'ouvrir de nouveaux chantiers. Les mutations du travail et le développement de l'intelligence artificielle nous obligeront à repenser le financement de notre modèle social. Préserver notre solidarité exigera d'inventer de nouvelles réponses.

Au fond, le socialisme repose sur une conviction simple : la solidarité ne limite pas les individus, elle leur permet au contraire de mieux s'émanciper. Face à une logique de concurrence qui oppose les citoyens entre eux et creuse les inégalités, nous devons continuer à défendre un projet collectif.

Comprendre le modèle de société dans lequel nous vivons est indispensable si l'on veut construire une véritable alternative.



Jonathan Leysens : Justement, que conseillerais-tu à quelqu'un qui souhaite s'engager dans la lutte contre les inégalités ?

Christie Morreale : Je lui dirais d'abord de se former. Pour moi, la formation est un enjeu majeur, tant sur le plan politique qu'idéologique.

Nous vivons une période où les grands débats sur les modèles de société reviennent au premier plan. Il existe aujourd'hui de nombreux auteurs et chercheurs qui permettent de mieux comprendre les mécanismes des inégalités, les stratégies des mouvements populistes ou les transformations économiques qui traversent nos démocraties.

Mais la formation ne se résume pas à la lecture. Il faut aussi échanger, débattre et confronter les idées. La réussite de notre projet collectif dépendra de notre capacité à transmettre ces réflexions et à faire confiance à la jeunesse.

Je crois profondément que les jeunes auront un rôle déterminant à jouer. Ils devront préserver les acquis du passé, mais aussi inventer les réponses aux défis nouveaux. Notre responsabilité est de leur donner les outils pour y parvenir.

Jonathan Leysens : Les socialistes ont toujours vu dans l'enseignement un formidable levier d'émancipation. Quel rôle peut-il encore jouer aujourd'hui ?

Christie Morreale : L'école reste le principal outil pour lutter contre le déterminisme social. Chaque enfant, quel que soit son milieu d'origine, devrait avoir les moyens de construire son avenir.

Mais cela suppose que les conditions d'apprentissage soient réellement réunies. On ne peut pas demander à un enfant qui grandit dans la précarité de disposer des mêmes chances que les autres sans lui apporter un soutien adapté. L'égalité ne peut pas se limiter au point de départ ; elle doit aussi se mesurer aux possibilités réelles offertes à chacun.

Je refuse l'idée que le destin d'un enfant soit déterminé par son environnement familial. Une société juste est une société qui compense ces inégalités plutôt qu'elle ne les entérine.

Les enseignants ont également besoin d'être écoutés et soutenus. Les réformes ne peuvent réussir sans moyens suffisants. Vouloir répondre à des besoins toujours plus nombreux tout en réduisant les ressources disponibles risque de fragiliser à la fois les élèves et ceux qui les accompagnent au quotidien.

Enfin, il faut préserver l'accessibilité des études. Chaque obstacle supplémentaire, qu'il soit financier ou social, risque d'écarter des jeunes pourtant capables de réussir. Pour une société comme la nôtre, investir dans l'éducation n'est pas une dépense : c'est une condition essentielle de l'émancipation et du progrès collectif.

Jonathan Leysens : Dans mon expérience d'enseignant, j'avais parfois l'impression qu'il existait une forme d'acceptation de la paupérisation d'une partie de la société. Est-ce un sentiment que tu partages ?

Christie Morreale :

Ce que je ressens surtout, c'est qu'un modèle social est en train d'être profondément transformé. Pendant longtemps, nous avons pu être fiers d'avoir construit une société où le travail protégeait largement de la précarité. Ce n'était pas parfait, mais c'était une ambition collective : permettre à chacun de vivre dignement de son activité.

Aujourd'hui, j'ai le sentiment que cette logique s'inverse. La multiplication des formes de travail plus précaires et la flexibilisation du marché de l'emploi risquent d'affaiblir les protections collectives qui ont été construites au fil des décennies.

Pour moi, le travail ne devrait jamais conduire à l'insécurité permanente. Une personne qui travaille devrait pouvoir vivre dignement, se loger, se soigner et construire des projets d'avenir sans devoir constamment s'inquiéter de ses fins de mois.

« Notre rôle n'est pas de leur imposer une direction toute faite, mais d'écouter leurs attentes, de comprendre leurs inquiétudes et de leur donner les moyens d'agir. »

Au-delà des conséquences individuelles, c'est aussi notre modèle de solidarité qui est en jeu. Les protections sociales existent parce qu'une collectivité décide de mutualiser les risques et les ressources. Fragiliser ce principe, c'est prendre le risque d'accroître les inégalités.

Jonathan Leysens : Cette évolution te fait parfois penser à d'autres modèles de société ?

Christie Morreale : Ce qui m'inquiète, c'est l'idée d'une société où chacun serait toujours davantage renvoyé à sa responsabilité individuelle et à ses propres moyens.

Je crois profondément que la force de notre modèle social réside dans son universalité. L'accès aux soins, à l'enseignement ou à la protection sociale ne devrait pas dépendre du revenu ou de la situation personnelle.

Une société où chacun doit affronter seul les aléas de l'existence est une société plus inégalitaire, mais aussi plus anxiogène. À l'inverse, la solidarité offre une sécurité qui bénéficie à tous et renforce la cohésion sociale.

Ce modèle n'est pas seulement plus juste ; je crois qu'il est aussi plus humain.

Jonathan Leysens : Comment expliques-tu la distance qui semble s'être installée entre une partie de la jeunesse et les partis politiques ? Et surtout, comment recréer ce lien ?

Christie Morreale : Je crois qu'il se passe quelque chose d'intéressant. Pendant un temps, beaucoup de jeunes ont pu avoir le sentiment que la politique ne répondait plus à leurs préoccupations. Aujourd'hui, j'ai plutôt l'impression qu'ils reprennent leur avenir en main.

Ils se mobilisent pour l'école, pour le climat, pour les questions sociales ou démocratiques. Ils comprennent que les décisions politiques ont des conséquences concrètes sur leur vie quotidienne.

Notre rôle n'est pas de leur imposer une direction toute faite, mais d'écouter leurs attentes, de comprendre leurs inquiétudes et de leur donner les moyens d'agir.

Au fond, je pense qu'il faut davantage soutenir la jeunesse que prétendre la guider. Elle possède une capacité d'engagement et d'innovation considérable, et je suis aujourd'hui plus optimiste qu'il y a quelques années sur son implication dans la vie démocratique.

« Pour moi, il n'y a rien de pire que de renoncer lorsqu'on est jeune. »

Jonathan Leysens : Et à un jeune qui te dirait : « Je ne crois plus en la politique », que répondrais-tu ?

Christie Morreale : Je lui demanderais d'abord dans quelle société il souhaite vivre.

Veut-il une société qui protège les plus fragiles ? Une société capable de répondre aux défis climatiques ? Une société qui favorise la paix,

l'égalité et un meilleur équilibre entre la vie privée et la vie professionnelle ?

Toutes ces questions sont profondément politiques.

Je crois que la résignation est le plus grand danger. Une phrase de Bertolt Brecht m'accompagne depuis longtemps : « Celui qui lutte peut perdre, mais celui qui ne lutte pas a déjà perdu. »

Pour moi, il n'y a rien de pire que de renoncer lorsqu'on est jeune. C'est précisément à cet âge que l'on peut imaginer des solutions nouvelles et contribuer à transformer la société.

Jonathan Leysens : Nous avons évoqué les transformations du travail. L'intelligence artificielle est souvent présentée comme une révolution majeure. Comment préparer les jeunes à ces mutations tout en préservant l'idéal d'égalité et de justice sociale ?

Christie Morreale : L'intelligence artificielle représente une formidable opportunité, mais aussi un immense défi.

La première responsabilité des pouvoirs publics est d'accompagner cette évolution et de l'encadrer. La technologie avance très vite et le rôle du politique est précisément de s'assurer qu'elle reste au service de l'humain.

L'Europe a un rôle important à jouer dans cette régulation afin de protéger les citoyens et d'éviter les dérives que pourrait entraîner une utilisation non maîtrisée de ces outils.

Mais l'intelligence artificielle pose aussi une question plus profonde : celle de notre rapport au travail et du financement de notre modèle social.

Si les transformations technologiques modifient durablement l'emploi, nous devons repenser les mécanismes qui financent notre solidarité collective. Le travail ne sera peut-être plus le seul fondement de notre système de protection sociale.

Cette évolution peut aussi être une opportunité. Elle nous invite à mieux reconnaître toutes les formes d'utilité sociale : l'engagement associatif, le bénévolat, l'aide aux proches ou les activités qui créent du lien sans toujours être rémunérées.

Le véritable enjeu est de faire en sorte que le progrès technologique bénéficie à l'ensemble de la société plutôt qu'à quelques-uns.

Jonathan Leysens : Nous avons parlé des transformations du travail, de l'intelligence artificielle et des défis qui attendent les nouvelles générations. Malgré ces bouleversements, comment préserver un idéal d'égalité et de justice sociale ?

Christie Morreale :

Chaque grande révolution technologique a transformé nos sociétés. L'intelligence artificielle ne fera pas exception. La question n'est pas de savoir si elle arrivera, mais comment nous déciderons collectivement de l'utiliser.

Pour moi, le premier enjeu est celui de la régulation. La technologie doit rester au service de l'humain et non l'inverse. L'Europe a un rôle essentiel à jouer pour construire un cadre qui protège les citoyens tout en permettant l'innovation.

Mais cette révolution nous oblige aussi à nous interroger sur notre modèle social. Si le travail évolue profondément, nous devons adapter les mécanismes qui financent notre solidarité. Il faudra imaginer de nouvelles formes de protection et mieux reconnaître toutes les activités qui sont utiles à la société, qu'elles soient rémunérées ou non.

Au fond, chaque transformation est aussi une occasion de repenser nos priorités. Le progrès n'a de sens que s'il profite au plus grand nombre.

Jonathan Leysens : J'aimerais conclure avec une question inspirée de Salomé Saqué. Nous avons évoqué les difficultés actuelles et les inquiétudes pour l'avenir. Si tu devais transmettre un message d'espoir, une manière de cultiver la joie malgré les combats à mener, que dirais-tu ?

Christie Morreale : Je crois profondément que la résistance est joyeuse.



Ce que je vois aujourd'hui dans les mobilisations citoyennes, chez les jeunes en particulier, me donne beaucoup d'espoir. Lorsque des personnes décident de se lever pour défendre une cause qu'elles estiment juste, il se crée quelque chose de très fort. On découvre la force du collectif et le plaisir d'agir ensemble.

Cette énergie est communicative. Elle donne envie de s'engager, de construire des alternatives et de croire qu'un autre avenir est possible.

Je suis frappée par la mobilisation des jeunes générations. Elles prennent conscience des enjeux qui les concernent directement et refusent de rester spectatrices. Cette capacité à se rassembler et à agir est une immense source d'optimisme.

Au fond, les grandes avancées sociales n'ont jamais été le fruit de la résignation. Elles sont nées de femmes et d'hommes qui ont choisi d'agir ensemble malgré les difficultés.

C'est sans doute cela qui me rend confiante : la certitude que les valeurs de solidarité, de justice et d'émancipation continueront à trouver des femmes et des hommes prêts à les défendre et à les faire vivre.

Christie Morreale

Députée au Parlement Wallon et à la FWB

Combats des jeunes socialistes

Quand l'enseignement se soulève : récit des mobilisations de 2026

Le point de départ : la hausse du minerval

Au début de l'année 2026, le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB), composé du Mouvement Réformateur (MR) et des Engagés (LE), annonce une réforme importante concernant le coût des études supérieures. Cette réforme porte sur le « minerval », c'est-à-dire les frais d'inscription que les étudiants doivent payer chaque année pour fréquenter une université ou une haute école.

Jusqu'à présent, le montant standard du minerval était fixé à 835 euros par an (à l'université) et 185€ parfois (en haute école). Avec la réforme, ce montant passe à 1.194 euros pour les étudiants qui ne bénéficient d'aucune aide particulière. Cela représente une augmentation de 359 euros, soit environ 43 % de plus qu'auparavant (à l'université) (Service d'Information sur les Études et les Professions [SIEP], 2026).

Pour le gouvernement, cette hausse vise à moderniser un système qui n'avait pratiquement pas évolué depuis plusieurs années. Les autorités estiment que les étudiants issus des ménages les plus aisés peuvent contribuer davantage au financement de l'enseignement supérieur, tout en maintenant des aides pour les familles aux revenus plus modestes (Fédération Wallonie-Bruxelles, 2026).

La réforme introduit un nouveau système basé sur les revenus du ménage. Quatre catégories sont créées :

- Les étudiants boursiers continuent à bénéficier de la gratuité et ne paient aucun minerval.
- Les étudiants considérés comme étant de « condition modeste » paient un montant réduit fixé à 374 euros.
- Une nouvelle catégorie intermédiaire est créée et conserve un minerval de 835 euros.
- Les étudiants ne répondant à aucun critère particulier doivent s'acquitter du nouveau montant plein de 1.194 euros (Fédération Wallonie-Bruxelles, 2026).

Si le gouvernement présente cette réforme comme plus équitable, de nombreuses organisations étudiantes contestent rapidement cette vision. Elles estiment que cette augmentation risque de rendre l'accès aux études supérieures plus difficile pour une partie des familles de la classe moyenne, qui ne bénéficient ni d'une bourse ni des aides les plus importantes. Plusieurs associations craignent également que certains jeunes renoncent à poursuivre des études en raison de leur coût croissant (Fédération des Étudiant·e·s Francophones [FEF], 2026).



La première riposte : la FEF

Face à l'annonce de la réforme du minerval, la première réaction organisée vient de la Fédération des Étudiant·e·s Francophones (FEF), l'organisation qui représente les étudiants de l'enseignement supérieur en Fédération Wallonie-Bruxelles. Dès les premières semaines suivant l'annonce gouvernementale, la FEF se positionne comme le principal acteur de l'opposition à la hausse des frais d'inscription. Pourtant le gouvernement MR-LE en FWB, dans leur « décret programme », parle pas que du minerval...

Pour la FEF, le problème ne se limite pas à une simple augmentation de quelques centaines d'euros. Selon elle, cette réforme remet en question l'un des principes fondamentaux de l'enseignement supérieur francophone : l'accessibilité financière des études. La FEF estime que chaque jeune devrait pouvoir accéder à l'université ou à une haute école, indépendamment des revenus de sa famille (Fédération des Étudiant·e·s Francophones [FEF], 2026).

Afin de faire entendre ses revendications, la FEF lance plusieurs campagnes de sensibilisation et organise des actions de mobilisation à travers la Fédération Wallonie-Bruxelles. Le point culminant de cette première phase de contestation intervient en (le 24) mars 2026, lorsque plusieurs centaines d'étudiants (1000±) se rassemblent à Bruxelles pour dénoncer la réforme du minerval et interpellier les responsables politiques (FEF, 2026).

Lors de ces manifestations, les étudiants mettent en avant plusieurs inquiétudes. Ils craignent notamment que l'augmentation du minerval ne décourage certains d'entamer ou de poursuivre des études supérieures. Pour les organisations étudiantes (comme les Conseils étudiants par exemple), le coût des études ne se limite pas aux seuls frais d'inscription. Il faut également prendre en compte le logement, les transports, le matériel pédagogique ou encore l'alimentation. Bref, une augmentation de plusieurs centaines d'euros représente une charge supplémentaire importante pour de nombreuses familles (Ligue des familles, 2026).

La FEF critique également ce qu'elle considère comme une vision trop comptable de l'enseignement supérieur. Selon elle, l'université et les hautes écoles ne doivent pas être perçues comme une dépense à réduire, mais comme un investissement collectif dans la formation des citoyens et le développement de la société (FEF, 2026).

Si les manifestations de mars 2026 ne permettent pas d'obtenir un retrait immédiat de la réforme, elles marquent néanmoins le début d'un mouvement de contestation plus large. Progressivement, d'autres acteurs du monde de l'enseignement rejoignent la mobilisation. Enseignants, syndicats, élèves du secondaire et collectifs citoyens commencent à se mobiliser à leur tour. Parmi eux, un nouveau mouvement va rapidement prendre de l'ampleur : Mars Attacks.

Mars Attacks poumon de lutte

Si la Fédération des Étudiant·e·s Francophones (FEF) est la première à s'opposer publiquement à la réforme du minerval (et donc au décret programme), la contestation ne tarde pas à dépasser le cadre de l'enseignement supérieur. Au fil des semaines, les inquiétudes liées à la hausse des frais d'inscription se mêlent à d'autres préoccupations concernant l'avenir de l'enseignement en Fédération Wallonie-Bruxelles. C'est dans ce contexte qu'émerge le collectif Mars Attacks, un mouvement qui va rapidement devenir l'un des visages les plus visibles de la mobilisation du printemps 2026.

À l'origine, Mars Attacks rassemble principalement des enseignants inquiets des réformes annoncées dans le secteur de l'éducation. Très vite, le collectif attire également des étudiants (student attacks), des membres du personnel éducatif, des parents et des citoyens souhaitant défendre l'enseignement public. Contrairement à certaines organisations plus traditionnelles, le mouvement ne se limite pas à une catégorie précise de personnes. Il cherche au contraire à réunir toutes les personnes concernées par les enjeux de l'éducation (BX1, 2026 ; Mars Attacks, 2026).

Cette diversité constitue l'une des principales forces du collectif. Les premières mobilisations portaient essentiellement sur la question du minerval, Mars Attacks élargit progressivement le débat, les discussions portent désormais sur le financement de l'enseignement, les conditions de travail des enseignants, l'avenir des écoles, l'égalité des chances ou encore les politiques éducatives menées par le gouvernement. La contestation ne vise plus une mesure particulière, mais une vision globale de l'enseignement (Le Vif, 2026).

L'organisation du mouvement se distingue également par son fonctionnement. Mars Attacks adopte une structure relativement horizontale, où les décisions sont largement discutées collectivement et où les initiatives peuvent émerger de nombreux participants. Les réseaux sociaux jouent un rôle hyper important dans la diffusion des informations, l'organisation des actions et la mobilisation des sympathisants. Cette flexibilité permet au collectif de réagir rapidement à l'actualité et d'organiser des rassemblements dans des délais parfois très courts (Mars Attacks, 2026).

Cette approche change de celle des organisations syndicales traditionnelles. Les syndicats de l'enseignement, tels que la CSC Enseignement (les verts) ou la CGSP Enseignement (les rouges), disposent d'une structure plus institutionnalisée. Ils participent aux négociations officielles avec les autorités publiques, représentent leurs affiliés dans différents organes de concertation et mettent un cadre réglementé de dialogue social (CSC Enseignement, 2026).

Mars Attacks, de son côté, agit plus comme un collectif de terrain. Son objectif principal n'est pas la négociation, mais la sensibilisation de l'opinion publique et la mobilisation. Le mouvement privilégie les rassemblements, les campagnes de communication et les actions symboliques afin de maintenir la pression sur les politiques (BX1, 2026).

Pour autant, opposer systématiquement syndicats et collectifs citoyens serait réducteur, et contre-productif. Dans plusieurs mobilisations du printemps 2026, les deux approches coexistent et se complètent. Les syndicats apportent leur expérience organisationnelle et leur capacité de négociation, tandis que Mars Attacks contribue à élargir la mobilisation au-delà des structures traditionnelles. Ensemble, la contestation est un mouvement de plus en plus visible dans l'espace public.

« Pour autant, opposer systématiquement syndicats et collectifs citoyens serait réducteur, et contre-productif. »

Au cours des semaines suivantes, cette dynamique va encore s'amplifier. Un nouvel acteur entre progressivement dans la mobilisation : les élèves du secondaire. Leur arrivée marque une nouvelle étape dans l'extension du mouvement et aide à faire de la question de l'enseignement un débat de société dépassant largement les établissements d'enseignement supérieur.

Même le secondaire s'y met

Au fil du printemps 2026, la mobilisation contre la réforme du minerval connaît une évolution inattendue. Alors que le mouvement était initialement porté par les étudiants de l'enseignement supérieur, il commence progressivement à gagner les écoles secondaires.

Dans plusieurs établissements de la FWB, des élèves du secondaire s'organisent pour participer aux actions de protestation. Certains rejoignent les manifestations organisées à Bruxelles, Liège, Namur, Charleroi, tandis que d'autres mettent en place des assemblées, des distributions de tracts ou des piquets. Pour beaucoup de ces jeunes, l'enjeu dépasse leur situation personnelle immédiate. (BX1, 2026). Leurs organisations est efficace, groupe Instagram, WhatsApp, Compte sur les réseaux sociaux dédiés aux mouvements...

Les manifestations organisées entre les mois de mai et juin 2026 témoignent de cette implication croissante des élèves du secondaire. La présence de nombreux jeunes parfois âgés de seulement 15 à 18 ans attire l'attention des médias, des responsables politiques et des organisations éducatives. Plusieurs observateurs y voient l'expression d'une nouvelle forme d'engagement politique de la jeunesse, portée notamment par les réseaux sociaux et les outils numériques de mobilisation (Pressenza, 2026).

Les revendications des élèves ne se limitent pas à la hausse du minerval. Beaucoup dénoncent également les économies réalisées dans le secteur de l'enseignement, les difficultés rencontrées dans certaines écoles, le manque de moyens humains et matériels ou encore les inégalités entre établissements. (Mars Attacks, 2026).

Cette évolution transforme progressivement la nature du mouvement. Ce qui avait commencé comme une contestation centrée sur une réforme touchant principalement les étudiants de l'enseignement supérieur devient peu à peu un débat plus large sur les politiques éducatives menées en FWB. La mobilisation rassemble désormais des étudiants, des enseignants, des parents, des membres du personnel éducatif et des élèves du secondaire autour d'une préoccupation commune : l'avenir de l'enseignement.

Cette montée en puissance de la contestation atteint son point culminant lors des mobilisations organisées autour du vote du décret au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. C'est à cette occasion que les tensions entre manifestants et forces de l'ordre vont susciter une vive polémique et relancer le débat sur la gestion policière des manifestations.

En opposition, parents et police

Le vote du décret réformant le minerval constitue l'un des moments les plus marquants de la mobilisation du printemps 2026. Alors que le Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles s'apprête à se prononcer sur le texte, plusieurs centaines de manifestants se rassemblent aux abords du bâtiment afin de faire entendre leur opposition à la réforme. Étudiants, enseignants, élèves du secondaire, parents et citoyens vont à Bruxelles dans l'espoir de convaincre les parlementaires de rejeter le projet de décret.

Tout au long de la journée, l'ambiance reste majoritairement revendicative. Les manifestants brandissent des pancartes, scandent des slogans et interpellent les responsables politiques. Cependant, à mesure que les débats parlementaires avancent, les tensions augmentent autour du Parlement. Des mouvements de foule sont observés et les forces de l'ordre renforcent progressivement leur dispositif de sécurité afin de maintenir un périmètre autour du bâtiment (BX1, 2026).

C'est là que surviennent plusieurs incidents qui vont rapidement alimenter la polémique. Plusieurs manifestants affirment avoir été victimes d'un usage disproportionné de la force par la police. Des vidéos circulant sur les réseaux sociaux montrent notamment des interventions policières musclées, des mouvements de foule et des arrestations. Certains participants dénoncent des coups portés lors des opérations de dispersion et évoquent un recours excessif à la contrainte physique (témoignages recueillis par différents médias et organisations étudiantes, 2026).

De leur côté, les services de police défendent leur intervention. Ils expliquent avoir agi afin de garantir la sécurité publique, protéger les institutions démocratiques et prévenir tout débordement. Les autorités policières soutiennent que les mesures prises étaient nécessaires compte tenu de la situation sur le terrain et des risques liés aux rassemblements organisés autour du Parlement (Police Bruxelles-Capitale, 2026).

Les organisations étudiantes et plusieurs collectifs engagés dans la mobilisation contestent cette lecture des événements. La FEF, Mars Attacks et d'autres organisations dénoncent publiquement ce qu'elles considèrent comme une réponse disproportionnée des forces de l'ordre. Elles réclament davantage de transparence sur les circonstances des interventions et expriment leur solidarité avec les manifestants concernés (FEF, 2026 ; Mars Attacks, 2026).

Au-delà du monde étudiant, les événements suscitent également des réactions politiques. Plusieurs élus et responsables associatifs s'interrogent sur la gestion policière de la manifestation. Des demandes d'explications sont formulées tandis que le débat gagne progressivement les réseaux sociaux, les médias et certaines assemblées politiques. La question des violences policières, déjà présente dans le débat public depuis plusieurs années, s'invite ainsi au cœur de la contestation contre la réforme du minerval.



À mesure que la mobilisation prend de l'ampleur au printemps 2026, de nouvelles formes d'action apparaissent dans plusieurs établissements scolaires. Parmi elles, l'une des plus marquantes est celle des écoles surnommées « coffre-fort ». Derrière cette expression se cache une stratégie visant à bloquer ou occuper temporairement des établissements qui détiennent les épreuves externes, afin de perturber leur fonctionnement et d'attirer l'attention sur les revendications du mouvement.

Certaines directions décident d'annuler des examens en raison des mouvements sociaux et des difficultés d'organisation, les épreuves externes certificatives (CEB, CE1D et CESS), imposées par les autorités publiques, sont quant à elles maintenues. Cette différence de traitement suscite l'incompréhension et la colère de nombreux élèves et enseignants mobilisés.

Face à ces blocages, plusieurs parents dénoncent ce qu'ils considèrent, à l'instar du MR et des Engagés, comme une « prise en otage » des établissements scolaires par les militants. À Liège, un groupe de parents, dont certains sont avocats, saisit le tribunal de première instance afin de faire cesser les piquets organisés devant certaines écoles.

Le tribunal statue en faveur des requérants et autorise, par requête unilatérale, la levée des piquets devant l'établissement Sainte-Véronique. L'ordonnance interdit notamment d'empêcher toute personne d'accéder à l'école ainsi que d'utiliser du matériel appartenant à l'établissement (bancs, chaises ou autres équipements) dans le cadre des actions de blocage. Une astreinte de 1 000 euros par personne et par infraction est prévue en cas de non-respect de la décision. Ces mesures restent d'application jusqu'au 3 juillet 2026.

À la suite de cette décision, des huissiers se présentent sur le piquet afin de notifier l'ordonnance judiciaire aux participants et de faire appliquer les mesures décidées par le tribunal. Selon plusieurs participants à la mobilisation, les jours suivants, l'affluence sur le piquet reste particulièrement importante. Face au nombre élevé de manifestants présents, les huissiers ne peuvent alors que constater la situation sur place.

Tom Jeunejean

Secrétaire de la Fédération JS de Liège
Secrétaire des étudiants socialistes de Liège

Combats des jeunes socialistes

Investir dans la santé mentale

Malgré souvent des dizaines d'appels à l'aide, de tentatives de suicides et d'autres violences envers eux-mêmes ou envers les autres, trop peu de citoyens réussissent à recevoir un plan de traitement adapté à leurs besoins. Comme cette jeune femme qui a fait cinq tentatives de suicide, qui se mutile et qui souffre d'anorexie grave, mais qui n'a toujours pas reçu de suivi concret. Ou cette autre patiente qui a dû attendre près de trois mois avant d'avoir un entretien d'admission dans un centre de jour après une décompensation majeure.

Malheureusement, ce constat ne se limite pas aux adultes. Ce n'est souvent qu'après une grande répétition de fugues, mutilations et atteintes à leur vie que des enfants sont admis en foyer ou famille d'accueil, par manque de place.

« Plus aucun psychiatre ne prend spontanément de nouveau patient, ni dans les hôpitaux, ni en libéral. »

Le SAJ et le SPJ, par exemple, tentent d'alerter les politiciens depuis des années à coups d'actions et de pétitions. Pourtant les changements restent très insuffisants et des enfants abusés et maltraités retournent trop souvent dans les familles qui leur ont fait du mal. Ainsi, de nombreux enfants doivent rester dans leur famille pendant près de deux ans avoir d'avoir une place en foyer. Deux ans de torture psychologique et parfois physique, qui suivent déjà des années de maltraitements...

Les psychologues et psychiatres sont quant à eux tellement débordés de demandes qu'un rendez-vous ne peut plus être pris actuellement qu'au bout d'un an d'attente. Plus aucun psychiatre ne prend spontanément de nouveau patient, ni dans les hôpitaux, ni en libéral. Quant aux psychologues, il y a rarement de disponibilités avant trois mois, pour ceux qui accueillent encore de nouvelles personnes. Avant le COVID, les patients devaient attendre en général deux semaines. Nous avons donc besoin d'un changement systémique profond afin d'adapter l'offre de soin à la demande générale, et d'aider les personnes dans le besoin avant la chronicisation de leur état.

Un problème systémique

La santé est le parent pauvre de notre pays, et la santé mentale encore plus. Malheureusement, le système n'aide pas suffisamment à améliorer la situation.





Citons :

- diminution du nombre de lits des hôpitaux (2500 lits d'hôpitaux fermés par manque de personnel après la fin du COVID) ;
- trop peu de psychiatres formés à la sortie des études de médecine (27 places de spécialisation d'ici 2033) ;
- diminution du nombre de psychologues cliniciens qui peuvent pratiquer à la sortie de master 2 (cfr. stage clinique obligatoire depuis 2024)
- un manque de personnel général dans les institutions (10% du personnel), et en particulier en psychiatrie

Un problème renforcé par l'actualité

La demande et le besoin de traitements psychologiques et psychiatriques ne font qu'augmenter. Ils augmentaient déjà avant le COVID, pour exploser après la fin des quarantaines, avec la guerre en Ukraine, le génocide en Palestine, l'inflation, la paupérisation, etc.

Où agir ?

Les psychologues de première ligne (psychologues conventionnés) peuvent rencontrer des patients pour un certain nombre de consultations pour une poignée d'euros. Or, le nombre de psychologues pouvant être conventionnés est limité (environ 15%), et le nombre de patients pouvant en bénéficier également. Une augmentation de leur nombre serait un premier pas vers un mieux.

En cas de pathologie plus lourde, l'idéal est d'être suivi par un thérapeute travaillant dans un centre pluridisciplinaire. Hélas ils sont tous saturés. Que ce soit en planning familial, en service de santé mentale, en hôpital ou dans toute autre institution capable d'accueillir en équipe des situations complexes, tout est saturé. Les listes d'attente débordent et les patients sont livrés à eux-mêmes et représentent parfois un danger pour les autres, souvent en étant un danger pour eux-mêmes. Une augmentation des lits et du personnel formé permettrait une prise en charge rapide afin d'éviter davantage de menaces à la sécurité publique. Beaucoup d'initiatives ont déjà été prises, mais ces points sont fondamentaux pour aboutir à une amélioration significative.

Nina Aala Andjadi

Psychologue clinicienne
Présidente des Jeunes socialistes de
Nivelles

L'Avenir du MJS

Demain ne se fera pas sans nous

Parler de l'avenir du MJS, c'est parler de ce que nous sommes et de ce que nous refusons de devenir. Depuis des années, nous sommes présents dans les écoles, dans les quartiers ainsi que dans les luttes sociales. Nous formons, nous débattons et nous mobilisons. Nous donnons aux jeunes les outils pour comprendre le monde, pour défendre leurs droits et pour s'engager collectivement. Nous sommes un espace où l'on apprend à penser, à argumenter et surtout à agir.

Un espace où la solidarité prime sur l'individualisme et où la politique redevient un outil d'émancipation.

Mais aujourd'hui, cet avenir est fragilisé. Et il faut le dire, la majorité MR-Engagés s'attaque directement aux organisations de jeunesse politiques. Les menaces de coupes dans les subsides se multiplient et sur les réseaux sociaux, certains responsables politiques n'hésitent plus à nous viser publiquement, comme si notre engagement était un problème à régler.

Ce n'est ni anodin ni un détail technique mais c'est un choix politique. Parce que ce que nous faisons dérange. Nous formons des jeunes capables de se mobiliser, de contester et de proposer des alternatives justes.



Nous créons des espaces où la critique est possible, où la parole circule et où l'on apprend à ne pas accepter l'injustice comme une fatalité. Nous sommes un contre-pouvoir et un contre-pouvoir, ça ne plaît jamais à celles et ceux qui veulent une jeunesse silencieuse.

Et c'est là que se joue l'essentiel : la disparition annoncée des organisations de jeunesse politiques. Pour certains, cela peut sembler secondaire. Pour nous, c'est un recul démocratique majeur. Une organisation de jeunesse politique, c'est un lieu où des jeunes de tous horizons se rencontrent, se forment et découvrent la politique autrement que par les réseaux sociaux. C'est là qu'on apprend à écouter, à débattre mais aussi à construire ensemble. C'est là que des jeunes qui n'auraient jamais osé prendre la parole ailleurs trouvent leur voix.

Alors oui, la majorité MR-Engagés peut menacer nos moyens. Elle peut nous caricaturer, nous contrôler ou encore nous intimider. Mais elle ne pourra jamais effacer ce que nous sommes : un mouvement vivant, déterminé et profondément ancré dans la réalité des jeunes.

Et malgré les attaques, nous continuons. Nous organisons des actions, nous formons des militants et nous défendons les jeunes face à la précarité, au logement inaccessible, aux études trop chères, aux discriminations et tant d'autres sujets. Nous sommes là où il faut être : dans la rue et dans les lieux de vie.

L'avenir du MJS ne dépend pas de celles et ceux qui veulent nous affaiblir mais il dépend de nous, de notre capacité à rester unis, à renforcer nos sections, à accueillir encore plus de jeunes et à occuper le terrain politique sans jamais nous excuser d'exister.

Nous ne disparaîtrons pas mais nous avancerons.

Parce que notre engagement est juste, parce que notre génération refuse la résignation et parce que le MJS est, et restera, un outil essentiel pour transformer la société. Et tant que nous serons là, aucune majorité, aucune coupe budgétaire et aucune attaque ne pourra nous faire taire.

Lea Cristens

Trésorière du MJS national
Présidente de la Fédération JS de Charleroi

Le Socialisme, c'est quoi?

Le socialisme aujourd'hui passe par une crise de confiance. La droite néolibérale alliée aux nationalistes les plus durs remet en cause nos acquis sociaux. L'extrême gauche accuse le socialisme de ne pas aller assez loin, lui reprochant de s'être embourgeoisé avec ses années au pouvoir. Aux yeux du peuple, le socialisme semble un courant désuet, en perte de vitesse face à un néolibéralisme du chacun pour soi et une extrême gauche qui promet le grand soir, la révolution lorsqu'elle aura la majorité.

Pourtant, ce serait oublier tous les acquis qu'a amené le socialisme à la Belgique. C'est en effet sous l'égide des différents partis qui ont incarnés le socialisme (le POB, le PSB, le PS, le SP devenu le SPa puis Vooruit) que via l'action des syndicats que de nombreuses grandes avancées ont eu lieu : le suffrage universel en 1893, la lutte contre l'alcoolisme en 1919, la liberté syndicale en 1921, la sécurité sociale en 1945, la réduction collective du temps de travail jusqu'à arriver à 38h par semaine en 2003, l'amélioration constante des conditions de travail, les vacances annuelles pour tous les travailleurs, la création de services publics accessibles, un focus sur la dignité humaine par l'abrogation de législations que l'on ne pourrai tolérer dans une société basée sur la solidarité (prison pour dettes, criminalisation du vagabondage, etc.).

Toutes ces avancées ont un point commun : elles ont bousculé le statut quo. Ces législations, ces combats, ces avancées ont bousculé les idées reçues, l'ordre social existant pour le bénéfice de tous. Dans la quête de justice, d'égalité, de dignité, de solidarité, il faut que le socialisme revienne à cette tradition d'aller plus loin que le statut quo, de confronter les idées reçues afin que tous, riches comme pauvres, étrangers comme nationaux, jeunes comme vieux, puissent jouir de nouvelles avancées sociales. Le socialisme a toujours réussi à imaginer le futur dans une quête perpétuelle de justice sociale, d'égalité et il est temps que les socialistes d'aujourd'hui s'inspirent de cette mentalité qui était incarnée par ceux d'hier.

De nombreux chantiers attendent le socialisme au XXIème siècle : le climat se dérègle, le capitalisme est en bout de course, se loger coute une fortune, les très riches s'enrichissent encore plus, les pauvres deviennent encore plus pauvres et la classe moyenne s'amenuise de jour en jour, les conditions de travail se dégradent sous couvert de « flexibilité » et de « compétitivité » avec les autres pays, le réflexe nationaliste met en péril l'idéal européen.

Dans ce climat, le socialisme doit revenir à ses fondamentaux : constater les problèmes et les résoudre, arrêter avec le conservatisme ambiant et aller de l'avant. Les chantiers sont nombreux et pourraient être une véritable révolution : dépénalisation officielle du cannabis et aide aux consommateurs (ce que la réponse pénale ne permet pas), taxation des immeubles au sens d'Henry Georges qui permettrait une véritable justice fiscale en impactant les plus grand propriétaires, nationalisation des secteurs stratégiques pour les citoyens (électricité, transports publics, eau, etc.) et fin des volontés de privatisation, passage à la semaine de quatre jours grâce au gain de productivité de ces 40 dernières années, coopération accrue au niveau de l'Union Européenne afin que cesse les phénomènes de dumping social, investissement massif dans l'économie selon la philosophie keynésienne, etc.

Si le parti socialiste de demain, si les socialistes de demain, si le socialisme de demain revient à ses fondamentaux, à faire bouger les lignes, à imaginer le futur et ne pas succomber aux sirènes du conservatisme et du statut quo, on ne peut que voir un avenir radieux qui, comme il est dit dans la chanson Le Chiffon Rouge, sera « Plein d'amour, de justice et de joie ».



Kenzo Dufieux

Jeune socialiste de la Fédé de Charleroi



Le Socialisme, c'est avant tout l'une des nombreuses nuances de la gauche.

Entre la social-démocratie et les nuances communistes, le Socialisme réformiste est une idéologie s'inspirant des bases des analyses Marxistes. Remettant grandement en question le capitalisme, son but, à terme, est de l'abolir. Pour cela, le Socialisme s'inscrit dans une logique graduelle : l'idée n'est pas de mettre fin au capitalisme de manière immédiate et instantanée comme le préconise certain mouvement de la gauche du PSb, mais d'agir étape par étape :

Tout d'abord, un encadrement : par l'instauration d'une politique de la demande, des mesures sociales, des restrictions, une écologie plus forte, un antiracisme, la redistribution des richesses et du temps de travail et plus de droits pour les travailleurs...

Ensuite, l'étouffement : le but ici est de démontrer progressivement le fait que le capitalisme ne sert plus à rien. Notamment en faisant contribuer le patronat à sa juste part de valeur créée. Il faut redonner le pouvoir aux opprimés.

Le socialisme, ça devrait être quoi?

Pour finir, quand le capitalisme a été vidé de toute sa substance, l'abrogation de ce cancer : les travailleurs, travailleuses, femmes, minorités et l'environnement sont libérés de toute oppression ; Comme le préconise d'ailleurs la charte du Parti Socialiste.

Après l'abrogation de ce système, un autre émerge : le Socialisme, un système redistributif, progressiste et collectif, mais où certaines libertés héritées de la transition se démarquent notamment du communisme (telles que le droit d'entreprendre mais sans oppression sur autrui). Ici, l'État ne contrôle pas tout et n'oblige pas (il n'a pas la mainmise sur le marché libre, ni l'autorité de dire à un citoyen ou à une entreprise que faire en dehors, bien sûr, des lois de base). Un pays idéal bâti grâce au réalisme, s'attaquant aux racines du problème, le système de production, on parlera de Socialisme Radical, bien que toute la gauche le soit à l'exception de la social-démocratie.

Être Socialiste, c'est également mettre l'accent sur des valeurs cardinales telles que l'antiracisme, l'antivalidisme et le féminisme, oppressions qui découlent du capitalisme : Être Ecologique, Eco-Socialiste, le capitalisme étant un cancer pour les gens et l'environnement.

Être hostile à toute collaboration avec la droite et être antifasciste car, ayant, de par la lutte des classes, des intérêts opposés, il est impossible de participer à une coalition sans être critique ou en lutte interne et donner l'opportunité à la droite de passer des lois antisociales... En revanche le Socialisme a une forte tendance à la coopération entre nuances de gauche. L'idéologie Socialiste doit aussi et surtout être Réaliste et totalement Scientifique telle que Karl Marx l'a théorisée. Le Socialisme, le Vrai, est un Eco-Socialisme Scientifique Marxiste Anticapitaliste.

Chihab Zebida

Jeune socialiste de la Fédé du Brabant Wallon

Pour une société chaleureuse

Deux modèles de société s'affrontent. D'abord, celui de la société froide, du repli sur soi et de la concurrence permanente. Elle est caractérisée par la disparition des services de proximité, une gouvernance incapable d'écouter, et la fin du lien social. Les symptômes sont visibles dans notre vie sociale : on ne connaît plus ses voisins, la fête du quartier a disparu, tout a été remplacé par un face à face avec notre reflet sur l'écran du téléphone. La société chaleureuse doit se construire en réaction. Celle-ci rétablit le lien social, en soutenant l'associatif, les éducateurs de rue, les services publics de proximité et la démocratie locale. Elle remet du « nous », à la place du « moi ».

La mère des batailles doit donc, nécessairement, être la lutte contre les inégalités. Elles sont le fruit d'une structure qu'il faut intégralement changer. Celle du capitalisme, prédateur contre les humains comme contre la nature ; l'exploitation de la main d'œuvre et l'extraction illimitée des ressources. La survie de ce système est garantie par une élite politique et financière qui n'écoute pas les classes populaires. La lutte des classes est donc une réalité de fait, incontestable.

Un autre modèle de gouvernance est possible, plus démocratique et horizontal, par les gens et pour les gens. L'heure est venue d'une réappropriation des institutions par le peuple, y compris en Belgique. On pourrait imaginer de nouveaux modes de participation : référendums d'initiatives citoyennes, révocabilité des élus, une part de tirage au sort, etc. Les socialistes doivent être à l'avant-garde de ce système, aussi bien en démocratie interne que sur le plan programmatique. Ces idées vont à contre-courant des tendances électorales récentes. Pour renverser la vapeur, il n'y a pas d'autre option que la proximité. Le militantisme de gauche ne permet pas toujours de gagner les élections, mais il est utile tant qu'il réalise des choses concrètes, notamment via des actions solidaires. Bien sûr, il nous faudra redevenir majoritaires. Cela ne devra pas se faire au prix de concessions insupportables sur les valeurs, mais plutôt d'un travail pragmatique sur ce qui touche les gens.



Des thèmes précis tels que la défense des services publics sont mobilisateurs : à nous d'amener le débat public vers ceux-ci plutôt que les idées nationalistes ou conservatrices. Ne nous rabougrissons pas à limiter le débat public aux sujets faciles, abordons-en qui ne sont pas actuellement prioritaires aux yeux des médias. Un programme politique ne vise pas qu'à séduire, il doit présenter une vision globale.

L'extrême droite est l'aboutissement de la société froide. Son projet, c'est la destruction. Ses idées infusent dans tous les partis. Le socialisme moderne, c'est donc aussi construire la plus grande des digues face à cette vague brune. Cette lutte doit être mondiale, et accorder une importance particulière au respect du droit international, de plus en plus remis en question. Les droits humains ne peuvent être respectés qu'en temps de paix : notre génération devra donc dénoncer les escalades guerrières et la montée de la violence entre les peuples. Résister à la fièvre guerrière est plus dur qu'on le croit.

N'oublions jamais que la gauche n'est pas une affaire de parcours individuels. Les luttes de pouvoir sont consubstantielles à notre système politique, mais trop souvent, elles nous éloignent des vrais combats.

L'avenir de tous les socialistes est au croisement de tous ces enjeux, avec l'humanisme comme pierre angulaire. La société chaleureuse passe aujourd'hui pour une utopie, tout comme le simple terme de « socialisme » est trop souvent associé au passé. Ce combat est néanmoins toujours d'actualité, non pas parce qu'il serait facile, mais parce qu'il est indispensable.

Romain Colson

Militant socialiste à Namur

Quel socialisme pour demain?

Résultats du sondage



Que voulons-nous changer, et jusqu'où voulons-nous aller ? C'est autour de cette question qu'a été construit le sondage « Quel(s) socialisme(s) pour demain ? ».

Les résultats dessinent un socialisme qui ne se définit pas d'abord par l'abolition du capitalisme, mais par la volonté de le soumettre à des objectifs de justice sociale et de réduction des inégalités.

Un socialisme qui croit encore en l'avenir

Le premier résultat est peut-être le plus encourageant : personne parmi les répondants ne considère que le socialisme n'est plus une idée d'avenir. 44,4 % répondent même qu'il l'est « clairement », tandis que 55,6 % estiment qu'il peut encore l'être, à condition de se réinventer.

Cette confiance s'accompagne cependant d'une exigence forte de renouvellement. Lorsqu'on demande quel mot décrit le mieux le socialisme aujourd'hui, les réponses les plus fréquentes sont « justice sociale » (44,4 %), « solidarité » (25,9 %) et « lutte » (22,2 %).

Les termes employés dessinent ainsi un socialisme qui reste profondément attaché à ses valeurs historiques, mais dont l'identité ne semble plus aller de soi.

Le message est finalement assez clair : le problème n'est pas tant le socialisme que la manière dont il est incarné aujourd'hui.

Le principal défi : reparler aux classes populaires

C'est probablement l'un des résultats les plus importants du sondage. À peine 22,2 % des répondants estiment que la gauche parle encore suffisamment aux classes populaires. À l'inverse, 55,6 % répondent « partiellement » et 22,2 % « non ».

Autrement dit, près de quatre répondants sur cinq considèrent que la gauche n'y parvient pas suffisamment.

Les réponses à la dernière question confirment cette préoccupation. Plusieurs participants demandent au socialisme de « redevenir le mouvement des travailleurs », de « revenir aux fondamentaux », d'être « proche de la population », de « venir de la base » ou encore de « se rajeunir ». Une réponse invite également à regarder davantage les populations « d'entre-classes », c'est-à-dire celles qui se trouvent entre les catégories traditionnellement ciblées par les politiques sociales.

Le capitalisme : ni acceptation béate ni rejet unanime

Le rapport au capitalisme est particulièrement révélateur.

Une première question montre qu'une majorité des répondants accepte l'idée d'une compatibilité entre capitalisme et valeurs socialistes, mais à condition que le capitalisme soit fortement régulé. 48,1 % choisissent cette réponse. À l'inverse, 40,7 % considèrent que le capitalisme n'est pas compatible avec les valeurs socialistes, tandis que seuls 11,1 % l'acceptent sans condition.

Le résultat est donc plus nuancé qu'une opposition entre « réformistes » et « anticapitalistes ».

Le capitalisme sans limites ne semble convaincre qu'une très petite minorité ; la question est plutôt de savoir s'il peut être suffisamment encadré pour servir des objectifs sociaux.

Cette position est cohérente avec les priorités économiques exprimées : 21 répondants sur 27 (77,8 %) placent la réduction des inégalités parmi leurs priorités, devant le pouvoir d'achat (51,9 %), les services publics et l'emploi (37 % chacun), le logement (33,3 %) et la transition écologique (29,6 %).

Le cœur du projet reste donc très nettement redistributif.

Une semaine de quatre jours largement plébiscitée

Sur la question du travail, le consensus est particulièrement fort : 63 % sont directement favorables à la semaine de quatre jours et 29,6 % y sont favorables sous certaines conditions. Seuls deux répondants, soit 7,4 %, s'y opposent.

L'arrivée de l'intelligence artificielle et de l'automatisation ne conduit pas à une réponse unique. Les propositions se répartissent entre protection des emplois (29,6 %), réduction du temps de travail (25,9 %), taxation des grandes entreprises technologiques (25,9 %) et formation/reconversion (18,5 %).

Cette répartition est intéressante : plutôt que de considérer l'IA uniquement comme une menace pour l'emploi, les répondants semblent surtout vouloir transformer les gains de productivité en progrès social.

La question implicite pourrait donc être : si les machines permettent de produire davantage avec moins de travail humain, pourquoi ce gain devrait-il profiter uniquement au capital ?

L'écologie : un combat important, mais pas le combat unique

Le sondage ne révèle pas une gauche indifférente à l'écologie. Mais il révèle clairement que celle-ci ne doit pas devenir l'unique grille de lecture du projet socialiste.

63 % considèrent que l'écologie doit être « un combat parmi d'autres ». Les réponses « oui » et « non » recueillent chacune 18,5 %.

Dans le même temps, la volonté d'accepter des mesures écologiques contraignantes est très forte : 88,9 % des répondants y sont favorables, soit directement (14,8 %), soit lorsqu'elles sont « socialement justes » (74,1 %). Seuls 11,1 % y sont opposés.

C'est probablement l'une des formulations les plus significatives du sondage :

La contrainte écologique est largement acceptée, à condition qu'elle soit socialement juste.

L'écologie ne semble donc pas être rejetée ; elle est plutôt appelée à être intégrée à un projet de justice sociale. Une des réponses ouvertes le formule particulièrement clairement en appelant à « intégrer les limites planétaires au cœur » du projet socialiste tout en conciliant « justice sociale, transition écologique et réduction des inégalités ».

Une génération inquiète de la montée de l'extrême droite et de la précarité

Les inquiétudes sont davantage dispersées.

La montée de l'extrême droite arrive en première position avec 25,9 %, suivie de la précarité économique avec 22,2 %. Viennent ensuite la guerre et la géopolitique (18,5 %), les inégalités sociales (14,8 %), la crise climatique (11,1 %) et la santé mentale (7,4 %).

Ce résultat montre que les préoccupations de la génération interrogée sont à la fois matérielles, politiques et géopolitiques. La montée de l'extrême droite arrive en tête, mais elle est étroitement suivie par les inquiétudes liées à la précarité et aux inégalités.

La lutte contre l'extrême droite apparaît d'ailleurs à plusieurs reprises dans les réponses ouvertes comme une mission essentielle du socialisme de demain.

Les partis traditionnels ne sont pas rejetés... mais la confiance est fragile

Le rapport aux partis politiques est plus ambivalent qu'on pourrait le penser.

44,4 % déclarent encore leur faire confiance, tandis que 40,7 % ne leur font que partiellement confiance et 14,8 % ne leur font plus confiance.

La défiance existe donc, mais elle ne constitue pas un rejet massif des partis.

Ce qui est plus révélateur est peut-être la réponse à la question de l'outil le plus efficace pour changer la société : 37 % citent les mouvements citoyens et 33,3 % les élections. Les mobilisations de rue arrivent ensuite avec 18,5 %. Les réseaux sociaux ne recueillent que 7,4 %, et les syndicats seulement 3,7 %.

Le résultat suggère une conception du changement politique qui ne se limite ni aux institutions ni à la rue : les répondants semblent plutôt voir dans la combinaison entre mobilisation citoyenne et conquête électorale les deux principaux leviers de transformation.

Plus radical ? Oui, mais pas n'importe comment

La question de la radicalité produit presque un équilibre parfait : 37 % souhaitent que le socialisme redevienne plus radical, 37 % souhaitent qu'il le soit seulement sur certains sujets, et 25,9 % ne le souhaitent pas.

Il serait donc excessif de conclure à une demande générale de radicalisation.

Ce que l'on retrouve plutôt, c'est une volonté de retrouver une identité politique plus affirmée. Plusieurs réponses ouvertes demandent de « se faire entendre », de « se réinventer », de « revenir aux fondamentaux », de « combattre plus fermement » le pouvoir des grandes entreprises ou encore de « lutter contre l'extrême droite ».

La radicalité demandée semble ainsi moins être une radicalité doctrinale qu'une radicalité dans les objectifs, les combats et la capacité à les assumer.

Alors, quel socialisme pour demain ?

Pris dans leur ensemble, les résultats dessinent un portrait assez cohérent.

Le socialisme imaginé par les répondants est résolument tourné vers l'avenir, mais il doit se réinventer. Il reste profondément attaché à la justice sociale, à la solidarité et à la lutte contre les inégalités. Il ne rejette pas nécessairement le marché, mais refuse largement un capitalisme sans régulation. Il veut transformer le monde du travail, notamment à travers la réduction du temps de travail, et entend faire de la transition écologique une composante de la justice sociale plutôt qu'un projet séparé.

Surtout, il semble y avoir un constat partagé : la gauche doit retrouver un lien plus fort avec les classes populaires et avec l'ensemble des citoyens.

Le défi du socialisme de demain ne serait donc peut-être pas de choisir entre tradition et modernité, entre écologie et justice sociale ou entre réforme et radicalité.

Il serait plutôt de réunir ces dimensions dans un même projet politique.

Un socialisme qui protège sans se contenter de gérer.

Qui se transforme sans renier ses fondamentaux.

Qui assume la lutte contre les inégalités sans abandonner les classes populaires.

Qui prend au sérieux l'urgence écologique sans oublier la justice sociale.

Et surtout, qui retrouve la capacité de convaincre qu'une autre organisation de la société est non seulement souhaitable, mais possible.



Test de personnalité : Quel·le socialiste es-tu?



Question 1 : Ton habitat naturel, c'est plutôt...

- A. Une maison du peuple avec des affiches de 1981
- B. Un coworking inclusif avec latte avoine
- C. Un appartement bruxellois à 900k€ mais "engagé"
- D. Une terrasse où on débat géopolitique en chemise blanche
- E. Le siège du MR, mais chut

Question 2 : Ton moyen de transport préféré ?

- A. Le bus syndical pour aller manifester
- B. Le vélo cargo non genré
- C. Le train en 1ère classe "pour pouvoir travailler"
- D. Le Thalys vers Strasbourg pour une conférence européenne
- E. L'Audi de société

Question 3 : En manif, on te trouve où ?

- A. Au mégaphone depuis 6h du matin
- B. En train de corriger une pancarte pas inclusive
- C. À prendre des photos noir et blanc pour Instagram
- D. À expliquer que "les extrêmes se rejoignent"
- E. En civil, à prendre des notes pour Bouchez

Question 4 : Ton expression favorite ?

- A. "Les acquis sociaux ne sont jamais acquis."
- B. "Il faut déconstruire les rapports de domination."
- C. "Je suis de gauche mais réaliste."
- D. "La gauche doit redevenir crédible."
- E. "Oui mais le marché quand même..."

Question 5 : Une soirée réussie, c'est...

- A. Un barbecue de section avec des merguez et des débats interminables
- B. Un cercle de parole intersectionnel
- C. Un vernissage engagé sponsorisé par une banque
- D. Une conférence TEDx sur l'Europe et la démocratie
- E. Un dîner avec des entrepreneurs "qui créent de l'emploi"

Question 6 : Ton rapport au capitalisme ?

- A. À combattre
- B. À déconstruire
- C. À réguler, mais sans exagérer
- D. À moderniser
- E. À optimiser fiscalement

Question 7 : Sur Twitter/X, tu postes surtout...

- A. Des archives de grèves historiques
- B. Des threads de 48 tweets sur le validisme
- C. Des selfies militants en noir et blanc
- D. Des analyses géopolitiques très sérieuses
- E. Des memes anti-PS

Question 8 : Ton héros politique imaginaire ?

- A. Un syndicaliste qui sent la Jupiler
- B. Une militante queer écoféministe
- C. Un député PS qui brunch à Ixelles
- D. Raphaël Glucksmann avec un tote bag européen
- E. Georges-Louis Bouchez sous couverture

Question 9 : Face à une grève générale, tu...

- A. Bloques les dépôts à 5h du matin
- B. Vérifies que le cortège est safe space-compatible
- C. Soutiens la grève... depuis un café bio chauffé
- D. Appelles au dialogue républicain
- E. Vérifies l'impact sur les marchés

Question 10 : La vraie définition du socialisme, selon toi ?

- A. Les travailleurs d'abord
- B. Justice sociale, climatique et inclusive
- C. Être de gauche sans renoncer au confort
- D. Une social-démocratie européenne moderne
- E. Le socialisme, ça n'a jamais marché

Question 11 : Trouves-tu que le PS français est réellement socialiste ?

- A. Ils sont socialistes tant qu'il n'y a pas une réforme bancaire à voter.
- B. Leur révolution commence dès qu'ils ont fini de relire la charte inclusive
- C. Oui, mais uniquement dans les arrondissements où le mètre carré dépasse 12 000 €
- D. C'est une gauche responsable, nuancée, constructive... donc plus personne ne comprend ce qu'elle veut
- E. À force de courir au centre, ils vont finir candidats chez Les Engagés



Majorité A - Le socialiste historique

Tu es le socialiste de la vieille école.

Pour toi, le socialisme commence avec la classe ouvrière et finit éventuellement avec une merguez au barbecue de section. Tu connais mieux l'histoire des luttes sociales que celle de ton propre parti et tu considères qu'une manifestation réussie est une manifestation qui a bloqué quelque chose.

Tu dis « acquis sociaux » au moins trois fois par réunion et tu as probablement déjà expliqué à quelqu'un que Jaurès n'aurait jamais accepté ça.

Ton rapport au capitalisme est simple : il faut le combattre. Ton rapport au compromis est plus compliqué : « Oui, mais faut quand même voir ce qu'on peut obtenir. »

Ton socialisme : syndical, populaire, matérialiste et légèrement nostalgique.

Ton ennemi naturel : le socialiste qui dit « il faut déconstruire » sans jamais préciser quoi.

Ton habitat naturel : une maison du peuple avec une photo de Jaurès et une machine à café qui date de 1987.

Majorité B - Le socialiste intersectionnel

Tu es le socialiste intersectionnel.

Tu es venu au socialisme pour abolir le capitalisme mais tu as découvert en chemin qu'il fallait aussi déconstruire le patriarcat, l'hétéronormativité, le validisme, le racisme systémique et probablement la disposition des chaises dans la salle.

Tu es capable de transformer une réunion de section sur les pensions en atelier de réflexion sur les rapports de domination.

Tu soutiens évidemment la grève, mais tu as d'abord vérifié que le cortège dispose d'un protocole contre les violences sexistes et que le mégaphone est accessible aux personnes malentendantes.

Ton socialisme : sociétal, écologiste, inclusif et extrêmement documenté.

Ton ennemi naturel : quelqu'un qui dit « on a toujours fait comme ça ».

Ton habitat naturel : un coworking inclusif avec un latte à l'avoine et trois personnes qui ont écrit une thèse sur l'intersectionnalité.

Majorité C - Le socialiste bourgeois

Tu es le socialiste bourgeois.

Tu es profondément attaché à la justice sociale, à condition qu'elle n'implique pas de renoncer à ton appartement, à tes vacances ou à ton excellent restaurant italien du samedi soir.

Tu es parfaitement capable de défendre la taxation du capital depuis une terrasse à Ixelles avec un verre de vin à 12 €.

Tu n'es pas contre le capitalisme : tu trouves simplement qu'il gagnerait à être un peu mieux élevé.

Tu es probablement celui qui dit :

« Je suis socialiste, évidemment. Mais il faut quand même être réaliste. »

Et lorsqu'on te demande si tu serais prêt à vivre comme un militant de 1981, tu réponds que la lutte des classes ne justifie quand même pas de prendre le bus.

Ton socialisme : confortable, pragmatique et fiscalement conscient.

Ton ennemi naturel : le militant qui propose une cotisation supplémentaire.

Ton habitat naturel : un appartement bruxellois acheté à 900 000 € « parce que le quartier est en pleine transformation ».

Majorité D - Le glucksmanniste

Tu es le socialiste européen. Enfin... "socialiste", c'est un grand mot.

Tu parles énormément de démocratie, d'Europe, d'État de droit, de géopolitique et de valeurs républicaines. Tu as probablement un tote bag européen et tu peux citer Hannah Arendt dans une conversation qui portait initialement sur le prix des pâtes.

Tu affirmes que la gauche doit redevenir crédible, mais tu serais incapable de dire exactement à quel moment elle a cessé de l'être.

Tu trouves le capitalisme imparfait mais moderne, l'Union européenne formidable mais perfectible et les grèves acceptables tant qu'elles restent compatibles avec le dialogue.

Ton héros politique est Raphaël Glucksmann, ce qui constitue déjà un indice sérieux : tu es tellement à gauche que tu as fini par arriver quelques kilomètres à droite de la gauche.

Tu n'es pas vraiment socialiste.

Tu es plutôt un libéral de centre gauche qui a découvert le concept de lutte contre les inégalités et qui adore les conférences européennes.

Ton socialisme : européen, réformiste, humaniste et légèrement indéterminé.

Ton ennemi naturel : quelqu'un qui demande « oui, mais concrètement, tu veux nationaliser quoi ? ».

Ton habitat naturel : une conférence sur « L'avenir de la démocratie européenne » à Strasbourg.

Majorité E - Le socialiste infiltré

Félicitations : tu es socialiste... mais uniquement sur ton CV.

Tu as répondu E à tellement de questions qu'il faut maintenant avoir une conversation sérieuse.

Tu défends les entrepreneurs, tu surveilles les marchés, tu optimises fiscalement tes investissements et tu trouves que les grèves sont « quand même un peu problématiques pour l'économie ».

Tu es membre du PS pour des raisons qui restent à déterminer.

Peut-être que tu t'es trompé de bâtiment en allant t'inscrire.

Ton rapport au capitalisme est d'ailleurs très clair : tu ne veux pas le combattre, tu veux qu'il pense à te mettre dans son testament.

Ton héros politique est Georges-Louis Bouchez sous couverture, ce qui pose quelques questions sur ton niveau d'infiltration.

Ton socialisme : libéral, entrepreneurial et accidentel.

Ton ennemi naturel : l'impôt.

Ton habitat naturel : un dîner avec des entrepreneurs « qui créent de l'emploi ».

Diagnostic : une adhésion au MR pourrait résoudre beaucoup de tes contradictions.

Le mot du rédac' chef



Bonjour, moi c'est Jonathan Leysens!

En tant que Chargé de projet au MJS national, c'est moi qui suis à l'origine de cette nouvelle version de La Jeune Garde. Dans les prochaines éditions, nous aimerions mettre en avant les activités des fédérations, sections locales et sections étudiantes. Mais pour ça nous avons besoin de toi! N'hésite pas à nous communiquer ce que tu voudrais partager de tes combats socialistes, des sujets que tu voudrais qu'on aborde, etc. Toutes les idées sont bienvenues!

Et si tu es en panne d'inspiration ou de moyens pour lancer des projets chez toi, mes missions consistent aussi à t'accompagner pour faire vivre le socialisme, accompagner les jeunes socialistes et défendre les valeurs de gauche! A titre d'exemple, la photo ci-dessus vient d'un grand projet d'une journée complète au Parlement de la FWB autour de la question des droits des femmes avec une foule d'invité·e·s de grande qualité!

Mes combats principaux sont la lutte contre les inégalités et la lutte contre l'extrême droite. Mon passif de professeur de sciences humaines et de journaliste juridique comme mes formations en Histoire politique, Droit et Administration publique me permettront certainement de t'apporter plein de ressources précieuses alors n'hésite pas!

Quoi qu'il en soit, Cette Jeune Garde, c'est la tienne. À nous maintenant de la faire vivre, de faire entendre nos voix et de construire ensemble le socialisme de demain.

SEPTEMBRE 2026

Rejoins nous pour lutter ensemble!

